



Les Docs de La Fabrique

Le bassin industriel d'Alès, une histoire de reconversions

Caroline Granier





Un laboratoire d'idées pour l'industrie

La Fabrique de l'industrie est un laboratoire d'idées créé pour que la réflexion collective sur les enjeux industriels gagne en ampleur et en qualité.

Elle est co-présidée par Louis Gallois, président du conseil de surveillance du Groupe PSA, et Pierre-André de Chalendar, PDG de Saint-Gobain. Elle a été fondée en octobre 2011 par des associations d'industriels (Union des industries et des métiers de la métallurgie, Cercle de l'Industrie, Groupe des fédérations industrielles, rejoints en 2016 par le Groupe des industries métallurgiques) partageant la conviction qu'il n'y a pas d'économie forte sans industrie forte.

Missions

Lieu de réflexion et de débat, La Fabrique travaille de façon approfondie et pluridisciplinaire sur les perspectives de l'industrie en France et en Europe, sur l'attractivité de ses métiers, sur les opportunités et les défis liés à la mondialisation.

La Fabrique organise la confrontation des points de vue et des analyses pour rendre intelligibles des réalités complexes et nuancées. Elle collabore avec l'ensemble des institutions qui peuvent concourir à la réalisation de ses missions.

Centre de ressources, La Fabrique rassemble l'information, crée de nouveaux espaces de dialogue, produit des synthèses critiques. Le site web (www.la-fabrique.fr) permet de suivre l'actualité des débats sur l'industrie et d'y prendre part, d'être informé des récentes publications et de ses travaux, de discuter le point de vue d'experts et de proposer de nouvelles réflexions.

**Le bassin industriel d'Alès,
une histoire
de reconversions**

Caroline Granier, *Le bassin industriel d'Alès, une histoire de reconversions*, Les Docs de La Fabrique, Paris, Presses des Mines, 2023.

ISBN : 978-2-38542-396-4

© Presses des MINES – TRANSVALOR, 2023
60, boulevard Saint-Michel – 75272 Paris Cedex 06 – France
presses@mines-paristech.fr
www.pressedesmines.com

© La Fabrique de l'industrie
81, boulevard Saint-Michel – 75005 Paris – France
info@la-fabrique.fr
www.la-fabrique.fr

Photo de couverture : © Tearsze2712/Shutterstock.com

Mise en page : Cécile Chemel

Dépôt légal 2023

Achévé d'imprimer en 2023 – Imprimeur Chirat – 42540 Saint-Just-la-Pendue

Tous droits de reproduction, de traduction, d'adaptation et d'exécution réservés pour tous les pays.

Le bassin industriel d'Alès, une histoire de reconversions

Caroline Granier



Déjà parus

Sur le même thème, dans les collections de La Fabrique, aux Presses des Mines

D. Carré, N. Levratto et P. Frocrain, *L'étonnante disparité des territoires industriels-comprendre le succès et le déclin*,
Les Notes de La Fabrique, 2019.

C. Granier et P. Ellie, *Ces territoires qui cherchent à se réindustrialiser*,
Les Notes de La Fabrique, 2021.

E. Fouqueray et E. Nadaud, *Angoulême-Cognac : appréhender la diversité des territoires industriels*, Les Docs de la Fabrique, 2021.

E. Nadaud, *Alsace Centrale : un territoire de culture industrielle*,
Les Docs de la Fabrique, 2022.

C. Granier, *Refaire de l'industrie un projet de territoire*,
Les Notes de La Fabrique, 2023.

Dans la collection des Docs de La Fabrique, aux Presses des Mines

C. Lucas et P. Marion, *Recherche et innovation : comment rapprocher sphères publique et privée?*, 2021.

M. Saily, A. Johansen, P. Tengblad et M. van Klaveren, *Dialogues social et professionnel : comment les articuler?*, 2022.

A.S. Dubey et S. Bellit, *Les jeunes élites face au travail, Regards croisés entre Polytechnique et Harvard*, 2023.

Philippe Larrue, *Répondre aux défis sociétaux : le retour en grâce des politiques « orientées mission »?*, 2023.

Avant-propos

Lancé en novembre 2018 par le Gouvernement et renouvelé en mai 2023, le programme Territoires d'industrie participe à la stratégie de réindustrialisation de la France via la territorialisation des actions en faveur de l'industrie. Cet ouvrage est le fruit d'un questionnement autour des conditions locales qui mènent certains territoires à se distinguer des autres en matière d'emploi industriel, questionnement qui justifie la participation de La Fabrique de l'industrie à la création et à l'animation de l'observatoire des Territoires d'industrie. Il explore ainsi le cas du bassin d'Alès, un des 149 territoires labellisés Territoires d'industrie durant la première phase du programme.

Parler des reconversions du bassin d'Alès, c'est évoquer le temps long et les différentes étapes nécessaires à l'industrie pour se reconstruire. C'est aussi prendre en considération le caractère multidimensionnel de ces processus. En effet, se relever de la fermeture des mines ne signifie pas seulement modifier le paysage industriel ; c'est accompagner la population dans cette transformation, changer l'identité du territoire, adapter l'environnement d'affaires dans son ensemble.

Nous espérons que ce document offrira aux industriels, aux collectivités locales et aux décideurs publics des pistes de réflexion sur la revitalisation des territoires industriels et sur les pratiques locales. Nous recueillerons avec grand intérêt vos retours dans ce domaine.

La collection des « Docs de La Fabrique » rassemble des textes qui n'ont pas été élaborés à la demande ni sous le contrôle de son conseil d'orientation, mais qui apportent des éléments de réflexion stimulants pour le débat et la prospective sur les enjeux de l'industrie.

L'équipe de La Fabrique

Résumé

Ancienne région minière, le bassin d'Alès a dû faire face à la fermeture de ses mines à partir des années 1960. Il n'a dès lors cessé de se renouveler, non pas en effaçant son passé industriel mais en mettant l'industrie au cœur de son projet de territoire. Sa stratégie a en effet consisté à s'appuyer sur son socle de compétences, ainsi que sur les programmes de reconversion, pour mettre en place des activités à même de porter un nouvel élan industriel. Les acteurs locaux ont poursuivi cette dynamique après la fin des programmes de reconversion portés par l'État, et sont parvenus à contenir le mouvement de désindustrialisation. Malgré cela, le territoire se heurte toujours aux défis du chômage et de la pauvreté. Seule, l'industrie ne peut pas apporter « la » solution à tous les enjeux du territoire mais elle en fait partie. Et cela, les acteurs cévenols l'ont bien compris.

Les sites miniers localisés à Alès et à La Grand-Combe constituaient deux sommets d'un triangle qui, avec Bessèges, formait le bassin houiller des Cévennes. Ce dernier a connu son apogée en 1958, année du pic de production de charbon. Après cette date, le tissu industriel correspondant s'est délité et il a fallu réfléchir à la reconversion du territoire. Une première vague s'est déroulée dans les années 1970-1980, autour des grands groupes et de la sous-traitance industrielle, afin de sortir de la mono-spécialisation ; une seconde a eu lieu dans les années 1990 et 2000, autour des PME et du choix de se spécialiser sur un nombre restreint de filières. Les années 2010, marquées par la fermeture de certaines usines qui avaient participé à la première vague, et par l'apparition de nouveaux enjeux en matière foncière, environnementale et de compétences, annoncent la fin de cette seconde vague et l'amorce d'une troisième. Ces phases de reconversion illustrent la capacité de rebond du territoire d'Alès mais aussi la difficulté éprouvée par les acteurs locaux à pérenniser les transformations du tissu industriel qu'ils ont commencées.

Cette difficulté s'explique en partie par le fait que la reconversion industrielle d'un territoire est un processus multidimensionnel. La

transformation du tissu économique affecte nécessairement les dimensions économique, sociale, géographique, démographique et politique du territoire. En cela, la reconversion est un phénomène systémique. En l'espèce, la tertiarisation de l'activité économique, la montée du chômage, les migrations des habitants sont autant de processus qui ont accompagné ces vagues de reconversion.

La régénération du tissu industriel ne peut être obtenue par les seuls industriels. La mobilisation d'autres acteurs est nécessaire, à commencer par les acteurs publics nationaux et locaux. Dans le cas des bassins houillers, le programme de reconversion bâti autour de Charbonnages de France et de ses instruments (la Société financière pour favoriser l'industrialisation des régions minières, le Fonds d'industrialisation du bassin alésien) a été déterminant. De cette période qui s'est étalée des années 1960 aux années 2000, il reste un socle d'entreprises mais surtout des acteurs qui ont pris le relais. En effet, les équipes de la municipalité et de l'agglomération d'Alès ont su renouveler les instruments de Charbonnages de France et poursuivre le projet industriel du territoire. Ils font état d'initiatives pertinentes, cohérentes et coordonnées, à l'image de la création du Pôle mécanique sur le site d'une ancienne mine, du concours Alès Audace ou de l'accompagnement offert aux entreprises par l'incubateur de l'Institut Mines-Télécom (IMT) Mines Alès et par l'agence de développement Alès Myriapolis. En particulier, ces collectivités parviennent à se saisir efficacement des nouvelles contractualisations proposées dans le cadre de la politique d'aménagement du territoire et dans le contexte maintenant établi de la décentralisation. Toutes ces initiatives participent activement au bon fonctionnement d'un écosystème industriel, dans lequel les organismes de formation, du Greta-CFA à l'IMT Mines Alès en passant par les lycées professionnels, sont particulièrement bien insérés. En revanche, ces acteurs économiques semblent moins reliés aux territoires voisins, notamment ceux de l'Occitanie, ce qui contribue à renforcer l'impression d'enclavement des acteurs locaux.

Toutefois cette dynamique mise en œuvre par les acteurs locaux en faveur du développement économique laisse de côté une partie de la population.

Certes, l'emploi industriel se maintient dans le territoire alors qu'il chute ailleurs en France mais la précarité et dans une moindre mesure le chômage – qui est sur une tendance baissière – semblent aussi y être installés durablement.

Le nouveau projet de territoire met l'accent sur le développement durable. Les élus et industriels affirment qu'ils avaient déjà réfléchi à des actions en ce sens, mais que les conditions n'étaient pas réunies pour transformer l'essai plus tôt. Le territoire peut donc s'appuyer sur un socle d'acteurs déterminés, mais se heurte dans le même temps à un manque de compétences (aussi bien sur le plan de la formation des jeunes que sur celui de leur mobilité) et à une pénurie aiguë de foncier. Surtout, l'enjeu sera d'insérer la population tout entière dans ce projet de territoire.

En conclusion, la perspective historique adoptée dans ce Doc révèle le caractère dynamique du processus de reconstruction d'un territoire et l'horizon de long terme dans lequel se conçoit nécessairement le développement de l'industrie. Elle met également en évidence l'importance, pour ce territoire, de disposer d'un socle d'acteurs, d'activités et de compétences, sur lequel il peut fonder un processus d'adaptation et de transformation. Les territoires n'inventent pas leur industrie, ils la réinventent.

Remerciements

Merci à l'équipe de La Fabrique de l'industrie ainsi qu'à l'ensemble des personnes qui ont contribué à nourrir ce document, notamment celles qui ont répondu favorablement à nos demandes d'entretien : Christophe Abella (UIMM Occitanie), Jalil Benabdillah (région Occitanie), Marc Brachet (Alès Myriapolis), Samuel Corgne (Ergosanté), Julien Cornille (UIMM Gard-Lozère), Annick Le Lan (Alès Agglomération et Alès Myriapolis), Jérémy Marin-Cudraz (Pôle mécanique), Alexia Melloul (Mission locale jeunes Alès-Cévennes), Michel d'Ozenay (Senfas), Jean Rampon (sous-préfet d'Alès), Jonathan Russier (Citynox), Gwenaëlle Thiery (Ergosanté).

Merci également à Thierry Weil, professeur à Mines Paris PSL et aux partenaires de l'observatoire des Territoires d'industrie, l'Agence nationale de la cohésion des territoires, la Banque des Territoires, l'Institut pour la recherche de la Caisse des Dépôts, Intercommunalités de France, Régions de France.

Une délégation de l'observatoire des Territoires d'industrie et l'équipe de La Fabrique de l'industrie ont eu l'opportunité de se rendre sur place le 30 novembre et le 1^{er} décembre 2022. Un grand merci aux entreprises qui nous ont ouvert leurs portes (Ergosanté, Les poteries de la Madeleine, Senfas et Citynox), ainsi qu'à Annick Le Lan et à Marc Brachet, d'Alès Myriapolis, pour l'organisation de ce séjour.

Ce document a également bénéficié des interventions du séminaire de l'observatoire des Territoires d'industrie du 1^{er} décembre 2022 : Aziz Aït Amer (fondateur de SDTech), Frédéric Burgals (directeur d'usine chez Dexel-Groupe Sika), Alexandre Coulet (gérant de S Group, référent du programme Territoires d'industrie et président de Leader Alès), Louis Gallois (coprésident de La Fabrique de l'industrie), Aurélie Genolher (conseillère régionale d'Occitanie et vice-présidente d'Alès Agglomération), Anne Lichtenberger (adjointe à la directrice du

développement économique et en charge de l'entrepreneuriat de l'IMT Mines Alès), Gérald Mirabel (directeur d'usine de NTN-SNR Cévennes), Christophe Rivenq (président d'Alès Agglomération et d'Alès Myriapolis), Maud Sébastien Saint-Mars (directrice d'usine chez WBI). Qu'ils en soient toutes et tous remerciés.

Sommaire

Avant-propos	5
Résumé	6
Introduction	12
Chapitre 1 – Les vagues de reconversion industrielle ou la difficulté de pérenniser les transformations	15
Une première reconversion industrielle en demi-teinte.....	15
La nécessité d’une nouvelle reconversion industrielle.....	17
Les années 2010 : un tournant ?.....	19
Chapitre 2 – Des recompositions géographiques et socio-démographiques peu favorables	23
La tertiarisation du bassin et le vieillissement de sa population.....	23
Un contexte socio-économique peu propice à l’emploi.....	28
Le retournement de l’avantage géographique.....	30
Chapitre 3 – La volonté politique et les outils de reconversion	33
Des Charbonnages de France à Alès Agglomération :	
le passage de témoin	33
Des programmes de reconversion à la contractualisation.....	40
Chapitre 4 – L’effort collectif de recomposition de l’écosystème industriel	43
L’IMT Mines Alès au service du développement local.....	43
Des formations locales adaptées	46
Des réseaux d’acteurs solidaires.....	48
Un enclavement « relationnel » marqué à l’Ouest	50
Un écosystème en perpétuel renouvellement.....	51
La culture au service du développement local de l’industrie	53
Conclusion	55
Bibliographie	63
Annexe – Liste des personnes interrogées	65

Introduction

Le bassin alésien a construit sa dynamique industrielle autour des activités liées au charbon au cours des XIX^e et XX^e siècles ; la production de charbon a atteint son point culminant en 1958. Puis l'activité a décliné, et le tissu industriel a commencé à se déliter. Pourtant, l'industrie n'a pas disparu du territoire. Elle a changé de forme, certainement aussi d'importance dans l'activité économique, mais elle contribue toujours à définir l'identité du bassin alésien. La labellisation « Territoires d'industrie » du bassin alésien en est un signal.

Le déclin d'une telle activité minière, autour de laquelle était construite la vie de la population locale, affecte nécessairement l'ensemble du territoire dans ses dimensions économiques mais aussi démographiques, sociales et politiques. Comme l'écrit Sylvie Daviet (2006), la reconversion consiste alors en la réorganisation complète du territoire. Dans le cas des bassins houillers français, ce processus a d'abord été conduit en France par l'État puis par les acteurs locaux. À chaque fois, il a des conséquences à la fois sur la population, l'espace et les entreprises, mais il est aussi générateur de crises de différentes natures : emploi, confiance, identité, démographie.

Nous parlerons donc dans ce Doc des reconversions du bassin d'Alès, tel qu'il correspond au territoire labellisé « Territoires d'industrie », c'est-à-dire aussi à l'établissement public de coopération intercommunal (EPCI) Alès Agglomération¹. Ces reconversions sont ici étudiées à partir d'entretiens auprès des dirigeants d'entreprise, des représentants des collectivités territoriales et des acteurs de la vie locale mais aussi d'archives et d'articles de presse concernant la conduite des programmes de reconversion du XX^e siècle.

Dans un premier chapitre, nous évoquerons les différentes reconversions industrielles entre les années 1960 et aujourd'hui, qui montrent la

1 – Sauf dans des cas spécifiques où c'est la zone d'emploi Alès-Le Vigan qui est considérée par les statistiques décrites dans ce Doc.

construction dans le temps long du tissu industriel d'un territoire et de sa dynamique. Les recompositions géographiques, démographiques et sociales, qui sont liées pour partie à ces reconversions, seront abordées dans le deuxième chapitre, puis le renouvellement de l'action publique, notamment le passage de relai entre les Charbonnages de France et Alès Agglomération, dans le troisième chapitre. La recomposition de l'écosystème alésien et ses enjeux feront l'objet respectivement du quatrième chapitre et de la conclusion.

Figure 1 – Les 149 Territoires d'industrie



Source : Observatoire des territoires

Chapitre 1

Les vagues de reconversion industrielle ou la difficulté de pérenniser les transformations

Parler des reconversions successives du bassin d'Alès, c'est avant tout évoquer la recomposition de son tissu industriel à travers le temps, tant au niveau des entreprises que des secteurs représentés. La fermeture des puits d'extraction du charbon s'est étalée entre les années 1960 et le début des années 2000². Sur cette période, se sont succédé deux périodes de régénération de son industrie. Il semblerait qu'on soit à présent entré dans une troisième phase.

Une première reconversion industrielle en demi-teinte

Historiquement, l'ouest du bassin d'Alès était caractérisé par la présence de deux industries : la culture du ver à soie pour le textile (hautes Cévennes autour d'Anduze, Saint-Jean-du-Gard et Saint-Ambroix) et la production de charbon (basses Cévennes, La Grand-Combe et Bessèges). Si l'élevage du ver à soie (sériciculture) remonte au début du XVIII^e siècle, ce n'est que vers le milieu du XIX^e siècle que la mine s'est développée, bénéficiant notamment de la première ligne ferroviaire du Gard reliant Beaucaire et La Grand-Combe. En raison de crises sanitaires successives, et malgré la

2 – Le Bassin des Cévennes est composé de 21 puits en activité lorsque les fermetures sont amorcées. Au début des années 1970, seuls 4 d'entre eux demeurent actifs (Saint-Florent, Destival, Oules, Mercoirol-Pontil qui seront fermés respectivement en 1974, 1984, 1986 et 2001).

modernisation des activités de tissage, les villes qui s'étaient spécialisées dans le textile ont commencé à décliner, ce qui a bénéficié aux villes minières qui ont pu récupérer la main-d'œuvre dont elles avaient besoin. En 1911, le bassin d'Alès comprenait ainsi 5 000 ouvriers, 3 000 métallurgistes et 13 000 mineurs (Cuénot, 2020). Certaines villes comme La Grand-Combe ont été créées autour de l'activité minière et leur développement a été façonné par cette activité : des logements ont été construits pour accueillir les mineurs et les ouvriers, des commerces et des médecins s'y sont installés pour répondre aux besoins alimentaires et de santé, etc.

À côté de ces deux principales activités, la chimie s'est également développée dans le bassin d'Alès. La plateforme chimique de Salindres a été créée au milieu du XIX^e siècle par Pechiney³, profitant de la présence de matières premières comme le charbon et de substances minérales⁴. Entre 1860 et 1890, elle fut l'unique centre industriel de fabrication de l'aluminium dans le monde.

Malgré la nationalisation des compagnies minières en 1946 et la création de l'établissement public Charbonnages de France pour participer à l'effort de reconstruction de l'économie française après la Seconde Guerre mondiale⁵, les puits du bassin d'Alès ont progressivement ralenti leur activité à partir des années 1960, avant d'être définitivement fermés en 1975⁶. Des filiales de grands groupes se sont installées dans les années 1970 et 1980, parmi lesquelles SNR (roulements mécaniques, filiale de Renault), Merlin Gérin (équipements électriques, filiale de Merlin Gérin Grenoble), Rhône Poulenc (chimie), ATS (fonderie de précision, filiale de Microfusion). Celles-ci coexistaient alors avec des entreprises issues d'entrepreneurs locaux, à l'image de Richard Ducros, spécialisée dans

3 – Avant d'être connue sous le nom de Pechiney, la société s'appelait la Compagnie de produits chimiques d'Alais et de Camargue.

4 – Charbonnages de France (2004).

5 – Voir chapitre 3.

6 – Selon le rapport de la Commission des Communautés européennes (1972), la production des mines du bassin des Cévennes était de 3,2 millions de tonnes en 1957 et de 1,5 million de tonnes en 1968. Les stocks de charbon étaient quant à eux de 243 000 tonnes en 1957 et de 1 million en 1968. Enfin, on dénombrait 20 000 mineurs en 1947, contre 5 616 en 1975.

la construction d'œuvres métallurgiques et créée au XIX^e siècle, Jalatte qui fabrique des chaussures de sécurité, ou encore des fournisseurs de services tels que les Transports Capelle, fondés en 1951 par René Capelle aux Salles-du-Gardon pour transporter le charbon extrait sur place. Des groupes français originaires de la vallée du Rhône s'y installent également tels que Crouzet (moteurs électriques) et les Câbles de Lyon (production de fils et de câbles électriques).

Cet effort de reconversion présente cependant des résultats mitigés (Grosrichard, 1969 ; Guglielmo, 1985 ; Ramon, 2003). En effet, les nouvelles usines implantées dans les années 1960-1970 emploient une main-d'œuvre à la fois différente et limitée par rapport aux emplois de mineurs perdus : 3 500 emplois sont créés dans la construction électrique et électronique, la mécanique, la confection et la chaussure mais ces créations ne compensent pas les destructions de 15 000 emplois liées aux fermetures des mines (Guglielmo, 1985). Quant aux activités qui se sont maintenues, notamment dans la chimie comme les Tubes de Bessèges, les Forges de Tamaris ou encore l'usine chimique de Salindres, elles ont réduit leurs effectifs.

La nécessité d'une nouvelle reconversion industrielle

Les années 1990 et 2000 sont caractérisées par l'arrivée de nouveaux acteurs, spécialisés sur un nombre restreint de domaines qui préexistaient dans le territoire.

D'une part, le pôle mécanique Alès-Cévennes, constitué de six pistes d'essai automobile et d'une zone industrielle de 90 hectares spécialisée dans les activités de fabrication ou de service pour les secteurs auto et moto⁷, est implanté sur un ancien site minier à Saint-Martin-de-Valgalgues. Une

7- Par exemple le fabricant de pneumatiques de karting Véga ou de voitures de sport PGO.

centaine d'entreprises y sont aujourd'hui localisées et 900 personnes sont employées⁸.

D'autre part, des acteurs du secteur des éco-industries s'installent sur le site de Salindres. Ils visent le développement de nouveaux produits et procédés, qui permettent la réduction des impacts environnementaux et des risques de l'activité chimique. Ce secteur est aujourd'hui composé de 40 entreprises – uniquement des PME-PMI – et emploie 657 personnes.

Troisièmement, la filière agroalimentaire se décline quant à elle sur différents produits : plantes aromatiques et médicinales, bois et forêt, châtaignes, porc Baron des Cévennes, huiles essentielles. Des entreprises présentes sur le marché international se sont implantées sur le bassin d'Alès. Arcadie, créée en 1985, détient les marques Cook et Herbière de France, et fabrique une gamme de produits exclusivement issus de l'agriculture biologique : épices et aromates, plantes pour tisanes, thés, etc. Elle emploie aujourd'hui plus de 100 personnes. Fondée en 1987, Senfas fabrique des produits biologiques pour le réseau spécialisé et joue le rôle de négociant de produits biologiques pour les magasins et transformateurs. La viticulture s'est également spécialisée très tôt dans la filière biologique.

À cette époque, il existait également un engouement pour les biotechs. Les valeurs des start-up spécialisées dans ces activités montaient en bourse. Mabgène fondée en 1997 pour fournir des services de bioproduction (production de biomédicaments⁹) s'est inscrite dans cette vague mais cela n'a pas suscité l'implantation d'autres activités de biotechs sur le territoire.

Des PME actives dans d'autres secteurs ont également été créées. SDTech (1999), par exemple, analyse et produit des poudres qui constituent les matières premières pour de multiples industries (cosmétique, ciment,

8 – Toutefois, certains fabricants ont quitté le site, comme le fabricant de motos de trial Scorpa en 2009.

9 – Les biomédicaments sont fabriqués à partir d'organismes vivants comme des cellules animales ou des bactéries dont on modifie le patrimoine génétique et qui sont cultivées en masse.

etc.). Citynox (2006), spécialisée dans la fabrication de pièces en inox et de mobilier urbain en inox et de façades de bâtiments prestigieux (comme celle du Mucem à Marseille ou celle de l'anneau de la Mémoire à Notre-Dame-de-Lorette), emploie 45 salariés.

En 2001, la plateforme chimique de Salindres est divisée en quatre entités : Rhodia qui vient de racheter Rhône Poulenc, Géo Gallium qui récupère les activités liées au gallium de Rhône Poulenc, Axens, fabriquant des catalyseurs et des supports de catalyseurs pour l'industrie des hydrocarbures et le groupement d'intérêt économique Chimie Salindres en charge de la gestion des utilités du site.

Plus globalement, ces années 1990 et 2000 sont marquées par un contexte mondial de fusions et acquisitions, qui se ressent sur le territoire alsacien. Merlin Gérin est racheté en 1992 par Schneider Electric. SNR est racheté par NTN en 2007. Mabgène est racheté par LFB, le Laboratoire du fractionnement et des biotechs, détenu par l'État. Ces fusions et acquisitions entraînent généralement une perte d'autonomie décisionnelle des unités locales. Des fermetures comme celles d'Alcatel Câbles en 1998 et Furnon (fabrication de vêtements) en 1999 sont à déplorer. Dans le premier cas, elle est liée au choix de l'opérateur France Telecom de recourir à d'autres fournisseurs de câbles ; dans le second, la concurrence des pays *low cost* et des tensions entre les dirigeants¹⁰ ont eu raison du site cévenol. Après un rachat par GRME (électronique-mécanique), c'est au tour d'Alstom devenu AMSF de fermer en 2001.

Les années 2010 : un tournant ?

L'emploi salarié privé dans le secteur industriel a connu une diminution marquée après la crise de 2007-2008. Toutefois, la baisse a très largement ralenti sur la période 2013-2022.

10 – Selon L'Usine Nouvelle (1999).

Figure 1.1 – Évolution de l'emploi salarié privé à Alès Agglomération (2008-2022)

	2008	2013	2018	2022	Δ 2008-2013	Δ 2013-2018	Δ 2018-2022
Alès Agglomération							
Effectifs industriels	4 798	4 014	3 943	3 895	-16 %	-2 %	-1 %
Effectifs totaux	24 511	23 118	23 112	25 405	-5 %	0 %	6,17 %
Part de l'emploi industriel	19,6 %	17,4 %	17,1 %	15,3 %	-	-	-

Sources : Acooss, URSSAF, 2008-2022

Nous noterons que la part de l'emploi salarié privé de l'industrie d'Alès Agglomération se situe en 2022 au même niveau que la région Occitanie (15 %) et que la France (15,5 %) ¹¹.

Plusieurs entreprises implantées durant les années 1970 ont fermé durant cette période entamée par une crise économique et financière, comme Jallatte dans le textile-habillement-cuir. D'autres comme Merlin Gérin, fabricant de disjoncteurs miniatures appartenant au groupe Schneider Electric, ont délocalisé une partie de leur activité tout en modernisant leur système de production afin de gagner en productivité et en parts de marché. Depuis 2021, le groupe a délocalisé des heures de travail en Hongrie et au Maroc – ce qui touche principalement les ouvriers non qualifiés ¹². Quant à l'autre employeur important du secteur de la fabrication d'équipement électrique, Crouzet Automatismes, spécialisé dans la conception, la fabrication et la commercialisation de moteurs et moto, il a fermé en 2022.

Dans le domaine de la métallurgie et de la mécanique, certaines entreprises n'ont pas subsisté non plus. C'est le cas de la fonderie Tamaris, liquidée

11 – La forte spécialisation industrielle de la région toulousaine est contrebalancée par la « sous-industrialisation » d'une grande partie de l'ex Languedoc-Roussillon.

12 – Midi Libre (2021) et Migoule (2022).

Le bassin industriel d'Alès, une histoire de reconversions

L'histoire du bassin industriel d'Alès est tissée de reconversions menées par des acteurs engagés. Au cours du XIX^e siècle, le territoire est progressivement passé de la culture du ver à soie à la production de charbon. Il a ensuite dû faire face à la fermeture des mines au début des années 1960 et s'est reconverti dans la construction électrique et électronique et la mécanique. Aujourd'hui, quelques fermetures d'usines et les nouveaux défis environnementaux obligent une fois de plus les acteurs locaux à trouver des solutions pour régénérer le secteur économique.

Cette mobilisation renouvelée des Alésiens est une force du territoire. Les élus, les industriels et l'école des mines d'Alès partagent la volonté d'en pérenniser l'identité industrielle, malgré la forte tertiarisation du bassin. Des entreprises parviennent ainsi à relocaliser leur production tandis que d'autres s'appuient sur les spécificités locales pour se démarquer de leurs concurrents et entretenir une dynamique industrielle. Ces nouvelles initiatives suffiront-elles à produire le rebond attendu ?

Cet ouvrage s'appuie sur les témoignages d'acteurs locaux et s'adresse aux décideurs publics, aux collectivités locales et aux dirigeants d'entreprise désireux de réfléchir aux moyens de stimuler le développement industriel d'un territoire, ainsi qu'à ceux qui s'intéressent à la diversité des territoires industriels français.

Caroline Granier est docteure en sciences économiques et cheffe de projet à La Fabrique de l'industrie. Ses recherches portent sur les dynamiques territoriales, la gouvernance d'entreprise et l'industrie du futur. Elle coordonne les activités de l'observatoire des Territoires d'industrie.



www.la-fabrique.fr



Presses des Mines



12 euros

ISBN : 978-2-38542-396-4



9 782385 423964

